

Initiatives ministérielles

14 000 au cours de cette période de cinq ans, alors que sous le gouvernement libéral, avant 1984, il a augmenté de 25 000. Et je pourrais continuer ainsi bien longtemps.

Le taux de chômage à Terre-Neuve est passé de 23,5 p. 100 à 16,2 p. 100. On a déjà parlé du député de Cambridge. Le taux de chômage dans sa région a baissé de 8 p. 100, et c'est vraiment remarquable. Nous sommes désolés de ne l'avoir réduit que de 7,5 p. 100 à Terre-Neuve, mais au moins, nous faisons tout en notre pouvoir. Selon moi, c'est que nous sommes censés faire.

Dans tous les domaines, la situation est plutôt positive. Le taux d'inflation à Terre-Neuve est inférieur à celui du sud de l'Ontario. Les ventes au détail en décembre 1989 ont augmenté de 63 p. 100 par rapport à 1984, à notre arrivée au pouvoir. En 1988, le nombre de permis de construction a augmenté de 72 p. 100 comparativement à 1984.

Le député de Burin—Saint-Georges voudrait nous faire croire que la situation est catastrophique à Terre-Neuve. Je reconnais que certaines personnes sont placées dans une situation extrêmement difficile. En tant que gouvernement, nous devons faire tout en notre pouvoir pour aider les intéressés de notre mieux.

Cependant, tout ne va pas si mal. En 1989, Terre-Neuve a exporté 14,8 p. 100 de plus de produits manufacturés. Le revenu agricole a augmenté de 11,9 p. 100. À Terre-Neuve, les dépenses du secteur privé dans le domaine de la construction ont augmenté de 35,6 p. 100 et les exportations ont grimpé de 137 p. 100.

On peut continuer à énumérer longtemps les réalisations très importantes à notre actif depuis 1984. Tous ces chiffres sont meilleurs que la dernière fois où le député qui vient de parler siégeait ici avant 1984. Nous allons dans la bonne direction.

Ce que le député de Burin—Saint-Georges n'a pas mentionné—et je vais en venir à ma question—, c'est que, pendant qu'il était en fonction, les libéraux ont fait grimper le déficit à 38,5 milliards de dollars. Jusqu'ici, nous l'avons ramené à 28,5 milliards, et nous voulons l'abaisser davantage.

Croit-il que tous les Canadiens devraient participer à la réduction du déficit ou plutôt que ce ne devrait être le lot que des Ontariens?

M. Simmons: Madame la Présidente, je remercie le député de l'Ontario, car, au moment où je croyais qu'il allait être tout à fait sélectif quand il a cité des statisti-

ques, il s'est racheté à moitié. Il n'a été qu'à demi sélectif. Il est même allé jusqu'à parler du déficit. Il a oublié fort à propos de parler de la dette publique. Je me demande pourquoi.

Donnons-lui le bénéfice du doute. Disons qu'il a oublié. Par égard pour la Chambre et pour gagner du temps, je vais dire ce qu'il aurait dit.

Il aurait certainement souligné que la dette publique s'élevait à 170 milliards de dollars lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir en 1984.

Une voix: Cent soixante milliards de dollars.

M. Simmons: Je regrette, 160 milliards de dollars. J'espère que l'honorable représentant écoute, car il en aura besoin pour son discours. Les conservateurs sont arrivés au pouvoir avec une dette de 160 milliards de dollars et ils l'ont ramenée à 380 milliards de dollars. Pourquoi n'a-t-il rien dit à ce sujet? Évidemment, il a oublié.

J'ai deux autres points à soulever rapidement en réponse au député. Premièrement, quand lui et les autres finiront-ils par comprendre, qu'il s'agisse de l'Accord du lac Meech, du financement des programmes établis ou de n'importe quoi d'autre qui a trait au tissu social du Canada? Ou bien nous croyons en l'égalité de tous les électeurs du Canada, où qu'ils habitent, ou bien nous n'y croyons pas. Nous devenons excédés lorsque nous entendons des députés nous dire, comme celui-ci l'a fait il y a une minute, que nous devrions être éternellement reconnaissants des miettes qui tombent de la table.

Quand donc le député comprendra-t-il que nous aimerions nous aussi avoir les moyens d'acheter du pain à mettre sur la table? Nous aimerions nous aussi prendre place à table. Nous aimerions être des partenaires à part entière. Renoncez donc une fois pour toutes à ces platitudes condescendantes. Ce que nous obtenons dans notre pays, nous l'obtenons de droit. Nous n'avons pas à nous en excuser à qui que ce soit.

Il a déclaré qu'il n'y avait pas de misère à Terre-Neuve. Qu'il vienne donc nous rendre visite. Si j'en avais le temps, je lui décrirais en détail le cauchemar terrible que vivent des milliers de pêcheurs et de travailleurs d'usine à cause des mesures du gouvernement actuel. Quand je parle de misère, je n'exagère pas. Mais lui et moi aurons le temps d'en reparler, j'en suis sûr.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Reprise du débat. Le député de Saskatoon—Clark's Crossing.